

# SNCM, PORT, SERVICE PUBLIC, EMPLOI... RIEN N'EST JOUÉ !

La formidable lutte des salariés de la SNCM contre la privatisation et le bradage de l'entreprise publique a fait bouger la situation.

Ainsi, la rencontre entre le gouvernement et la CGT du mercredi 28 septembre a débouché sur une décision importante : une réunion entre le ministre Perben et les organisations syndicales va avoir lieu rapidement pour réexaminer l'avenir de la SNCM.

**LE DOSSIER N'EST DONC PAS CLOS !** (Contrairement à ce qu'affirmaient en début de semaine le Préfet de région et les représentants du Ministère).

La vente organisée de la SNCM pour 35 millions d'euros à un fonds d'investissements (BUTLER CAPITAL) tout en lui reversant 113 millions d'euros (l'argent des contribuables), non seulement constitue un scandale financier, mais de plus n'assure pas l'avenir de la continuité territoriale.

La sortie de la crise n'est donc possible que si le gouvernement abandonne le dogme de la privatisation et des suppressions d'emplois comme seule alternative à la poursuite des activités de la SNCM.

De même, la répression, sous quelque forme que ce soit, ne règle aucun des problèmes posés et rencontrera l'opposition résolue des syndicats et des salariés qui sont en légitime défense.

**RASSEMBLEMENT**  
**VENDREDI**  
**30 SEPTEMBRE**  
**12 H00**  
**PLACE DE LA JOLIETTE**  
**MARSEILLE**



La preuve est une nouvelle fois faite qu'il n'existe aucune décision que le mouvement social ne peut remettre en cause, même si elle a trait à une décision d'Etat.

Faire reculer le gouvernement sur le dossier de la SNCM, c'est bon pour les marins, c'est bon pour l'avenir de la continuité territoriale, c'est bon pour la vocation économique de Marseille, du département, pour le développement des atouts portuaires.

Faire reculer le gouvernement, c'est utile pour tous ceux qui luttent pour le maintien et le développement du service public, contre les privatisations, brutales au rampantes.

Ainsi, les agents du Port Autonome sont également en grève depuis plusieurs jours, contre des projets de privatisations d'activités qui ont pour conséquence le gaspillage et le bradage des moyens matériels et humains de service public portuaire. Pour toute réponse à leurs revendications, la Direction du Port Autonome menace de licenciement trois militants du syndicat CGT!

Ces conflits ont le soutien de l'opinion publique, parce qu'ils expriment le refus du déclin de l'ensemble des services publics.

Cet aspect sera au coeur de la journée d'action du 4 octobre, qui grossit jour après jour.

D'ici là, afin de peser encore plus fort sur les décisions du gouvernement concernant la SNCM et l'ensemble de la filière portuaire, maritime et navale, **l'Union Départementale CGT 13 appelle a un rassemblement Vendredi 30 septembre à 12 heures , Place de la Joliette à Marseille.**